



EPCC – ÉESI

Conseil d'administration du 10 avril 2025

Délibération n°11-2025

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 19 MARS 2025

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le compte-rendu de la séance du Conseil d'administration du 19 mars 2025.

Le président
Charles Reverchon-Billot

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'EPCC ÉESI
19 MARS 2025 – SITE POITIERS**

Étaient présent-es :

- Madame Anne-Claire Rocton, DRAC adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers ;
- Madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ;
- Monsieur Thierry Perreau, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine ;
- Monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, Délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême ;
- Monsieur Jean-Jacques Fournié, conseiller délégué Enseignement supérieur – Communauté d'agglomération du GrandAngoulême
- Madame Zoé Lorigoux-Chevalier, conseillère municipale déléguée à la Coopération extérieure et aux partenariats – Ville de Poitiers ;
- Monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers.

Étaient excusé-es : monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne ; madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Mathieu Bordes, conseiller Arts plastiques – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ; madame Charline Claveau, vice-présidente culture, patrimoine et langues régionales – Conseil régional Nouvelle-Aquitaine ; Madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême ; monsieur Emmanuel Bazile, vice-président Patrimoine intercommunal, rénovation énergétique et ERP, Communauté urbaine de Grand Poitiers.

Était représentée : madame Maylis Descazeaux, directrice régionale – DRAC Nouvelle-Aquitaine par madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges.

Avait donné pouvoir : monsieur Serge Boulanger, préfet de la Vienne à madame Anne-Claire Rocton, DRAC adjointe déléguée – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Poitiers ; madame Charline Claveau, vice-présidente culture, patrimoine et langues régionales – Conseil régional Nouvelle-Aquitaine à Monsieur Charles Reverchon-Billot, président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, vice-président Culture et Patrimoine – Communauté urbaine de Grand Poitiers ; madame Martine Pinville, conseillère régionale Nouvelle-Aquitaine à monsieur Thierry Perreau, conseiller régional Nouvelle-Aquitaine ; monsieur Emmanuel Bazile, vice-président Patrimoine intercommunal, rénovation énergétique et ERP, Communauté urbaine de Grand Poitiers à Madame Juliette Rouillon-Durup, conseillère Enseignement supérieur – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ; monsieur Gilbert Pierre-Justin, conseiller municipal Vie étudiante, enseignement supérieur – Ville d'Angoulême à monsieur Gérard Desaphy, vice-président du conseil d'administration de l'EPCC ÉESI, Délégué municipal Ville créative UNESCO et Francophonie – Ville d'Angoulême.

2^{ème} collègue :

Étaient présent-es :

- Monsieur Jean-Pierre Mercier, personnalité qualifiée nommée par la Ville d'Angoulême /Communauté d'agglomération de GrandAngoulême ;
- Monsieur Benoît Preteseille, représentant des personnels pédagogiques ;
- Monsieur Hervé Jolly, représentant des personnels pédagogiques ;
- Madame Barbara Benedetti, représentante des personnels administratif et technique
- Monsieur Théophile De Backer, représentant des étudiant-es du site de Poitiers.

Étaient excusé-es : Monsieur Richard Lagrange, personnalité qualifiée nommée par l'État ; madame Salomé, représentante des étudiant-es du site d'Angoulême et monsieur Lou Le Guillou Canales, représentant suppléant des étudiant-es du site d'Angoulême.

Avaient donnée pouvoir : monsieur Richard Lagrange, personnalité qualifiée nommée par l'État à monsieur Jean-Pierre Mercier, personnalité qualifiée nommée par la Ville d'Angoulême /Communauté d'agglomération de GrandAngoulême ; madame Salomé Nabet, représentante des étudiant-es du site d'Angoulême à monsieur Théophile De Backer, représentant des étudiant-es du site de Poitiers

Membres de droit avec voix consultatives :

Étaient présent-es :

- Madame Jeanne Gailhoustet, directrice générale par intérim ;
- Madame Aurélie Beaumier, responsable administrative et financière ;
- Monsieur Christophe Peltier, Conseiller aux décideurs locaux – DDFIP de la Vienne

Invité-es :

- Monsieur Mathieu Bordes, conseiller Arts plastiques – DRAC Nouvelle-Aquitaine, site de Limoges ;
- Monsieur Sylvain Pothier-Leroux, responsable Rayonnement territorial et Politique de l'Image – Ville d'Angoulême ;
- Frédéric De Faccio, directeur du Service des Arts et de la Culture – Ville d'Angoulême ;
- Madame Valérie Pommier, directrice Coordination Culture Patrimoine – Ville de Poitiers et Grand Poitiers ;
- Monsieur Fabien Laville, chargé du projet de réhabilitation des bâtiments de l'ÉESI, site d'Angoulême ;
- Madame Marie Mahéault, comptable – ÉESI, site d'Angoulême.

Secrétariat de séance :

- Madame Sophie Burel, assistante de direction, chargée du procès-verbal.

Le président ouvre la séance en remerciant chacun pour sa présence. Après l'annonce des absent-es et des procurations transmises, il informe de la présence de Théophile de Backer en sa qualité de représentant suppléant des étudiant-es. Il précise également la présence de Marie Mahéault, comptable à l'ÉESI, site d'Angoulême pour les points relatifs aux aspects budgétaires.

La parole est donnée à Jeanne Gailhoustet, directrice générale par intérim, qui souligne la mise en place de groupes de réflexion sur les enseignements de l'école lors du séminaire pédagogique de trois jours au château de Ligoure (87) et de la tenue d'un CSPVE la veille.

Des échanges sont en cours autour du DNSEP Art et DNSEP Art, mention bande dessinée. Au regard de ceux-ci, le DNSEP Art se tiendrait uniquement à l'ÉESI, site de Poitiers. Mais elle souligne que tout est à l'étude, notamment pour les étudiant-es actuellement en cursus à Angoulême.

Jeanne Gailhoustet informe également être, tout comme le sont les directions des études, attachée à avoir une première année commune en intersite avec une recherche de moyens et une organisation pédagogique pouvant en faciliter sa mise en œuvre.

Avant d'aborder l'ordre du jour de la séance, le président annonce que le recrutement du directeur général/ de la directrice générale est déclaré infructueux au regard des profils des candidat-es et des ambitions de l'école. Un nouvel appel à candidature va alors être relancé prochainement.

Délibération n°01 – Approbation du compte rendu de la séance du CA du 20 décembre 2024

Le compte rendu de la dernière séance n'appelant à aucune remarque, le président procède au vote : la délibération n°01-2025 portant sur l'approbation du compte rendu de la séance du CA du 20 décembre 2024 est approuvée à l'unanimité.

Délibération n°02 - Compte administratif et compte de gestion 2024

Le président demande à ce que Marie Mahéault intègre la séance pour la présentation de la clôture des comptes 2024.

Des explications sont apportées sur certains postes de dépenses. Ainsi :

Fournitures pédagogiques : le delta entre le BP 2024 et le réalisé s'explique par la non réalisation de certains projets (bourses de diplômes et budgets des ateliers non utilisés dans leur intégralité, partenariat avec le Festival international du film de La Rochelle, etc.).

Locations immobilières et charges locatives : elles s'élèvent pour 2024 à 367 272 €, dont 53 682 € de loyer pour le site principal à Poitiers, sans l'atelier volume "Chasseigne", (soit 6 % de la contribution financière de Grand Poitiers) et 92 170 € de loyer pour le site principal à Angoulême, sans l'atelier volume "Garage" et sans le CEPE, (soit 10 % des contributions financières de la ville d'Angoulême et de GrandAngoulême).

Communication : si le BP 2024 affichait un montant de 36 250 €, le réalisé 2024 est d'un montant de 7 713 € qui s'explique par la non-réalisation entre autres du travail sur l'identité visuelle de l'école, le rapport d'activité 2022, l'absence de recours à un prestataire pour assurer des prestations de design graphique.

Transport : il est précisé que la différence entre le BP 2024 et le réalisé s'explique par l'augmentation des billets de train et de l'intersite.

Masse salariale : la différence entre le BP 2024 et le réalisé est de 155 964 € avec pour explication, notamment, les départs de la direction générale, de la coordinatrice pédagogique du site d'Angoulême, de la secrétaire générale, de l'arrivée du directeur des études d'Angoulême en septembre et de la directrice des études de Poitiers en novembre, les départs en retraite avant l'âge maximum, les agents en détachement, les agents en maladie depuis plusieurs mois, le remplacement de plusieurs agents, le non versement de l'indemnité de télétravail en 2024...

Benoît Preteseille interroge sur la prime « télétravail » et sa rétroactivité comme annoncée par le secrétariat général précédent.

Jeanne Gailhoustet rappelle que la rétroactivité n'est pas possible, mais que, comme annoncé en CST, des solutions sont à l'étude pour répondre à l'engagement pris auparavant, prenant l'exemple du versement d'une prime.

Pour faciliter la compréhension de la présentation, Hervé Jolly demande la transmission du PowerPoint. Il lui est répondu qu'il sera transmis après validation par la préfecture.

Pour 2024, en fonctionnement, il est annoncé un montant total des recettes de 4 894 566.37 € et un montant total des dépenses de 4 922 434.79 €.

⇒ Le résultat de fonctionnement 2024 est de - 27 868.42 €

Pour 2024, en investissement, le montant total des recettes est de 151 261.56 € et le montant total des dépenses de 62 743.56 €

⇒ Le résultat d'investissement 2024 est de + 88 518.00 €

Benoît Preteseille ne comprend pas que la ville d'Angoulême ait refusé la demande de subvention de l'ÉESI pour les aménagements de la salle des professeurs et du bureau de l'agente chargée de l'accueil sur le site, alors que les locaux appartiennent à la ville.

Gérard Desaphy rappelle l'engagement de la ville auprès de l'ÉESI qui maintient en totalité sa contribution financière en 2025 malgré les difficultés budgétaires des collectivités notamment au regard de la loi de finances 2025.

Un point rapide est fait sur le programme Supercanon, financé notamment par l'Etat. Il est précisé que ce programme est prévu au BP de 2025 et au BP de 2026. Il est demandé à ce que soit ajouté dans le diaporama

de présentation un point sur l'appel à projet pour le Mexique avec l'indication du montant de la subvention de GrandAngoulême pour ce projet.

Charles Reverchon-Billot remercie Aurélie Beaumier et Marie Mahéault pour leur travail au regard des difficultés que l'école a rencontrées durant l'année.

Il souligne que la trajectoire financière reste préoccupante. Une discussion sur la construction budgétaire, basée sur des prévisions sincères, aura lieu.

Gérard Desaphy demande qu'il soit noté que toutes les structures financées par la ville (les "satellites") fournissent des projections budgétaires sur trois ans.

Charles Reverchon-Billot précise que dans le débat d'orientation budgétaire, il y aura un point sur les trois prochaines années.

Délibération n°03 – Affectation du résultat 2024

Après avoir rappelé le montant des dépenses et des recettes, en fonctionnement et en investissement, Marie Mahéault informe que l'exercice 2024 est clos avec un excédent de fonctionnement cumulé de + 920 016.88 € et un excédent d'investissement cumulé de + 136 424.43 €.

Elle présente la proposition d'affectation du résultat et précise que certains comptes seront modifiés pour le BP 2025 en raison du passage à la nomenclature M57. Il est nécessaire de basculer certains montants vers d'autres comptes. La DDFIP avait accepté le maintien des anciens comptes en 2024 mais demande que les modifications soient effectuées en 2025.

Il est demandé à Marie Mahéault de quitter la séance afin que les délibérations n°02-2025 et n°03-2025 puissent être votées.

Sans autre remarque, le président procède au vote :

- la délibération n°02-2025 portant sur le compte administratif et le compte de gestion 2024 est adoptée à l'unanimité ;
- la délibération n°03-2025 portant l'affectation du résultat 2024 est adoptée à l'unanimité.

Délibération n°04 – Protection sociale complémentaire – Risque santé ;

Il est rappelé que la réforme de la protection sociale complémentaire rend obligatoire la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque santé de leurs agents à compter du 1^{er} janvier 2026.

La délibération proposée consiste, comme pour la prévoyance, à donner mandat au Centre de gestion de la Vienne pour procéder à une mise en concurrence afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la santé pour le compte de l'ÉESI.

Sans remarque particulière, le président procède au vote : la délibération n°04-2025 portant sur la protection sociale complémentaire – Risque santé est adopté à l'unanimité.

Délibération n°05 – Modalités de la mise en œuvre du télétravail ;

Il est rappelé qu'il s'agit là de modalités qui concernent exclusivement les personnels administratifs et que l'indemnité « télétravail » est limitée à la somme de 253,44 € par an (2,88 € par journée télétravaillée).

Benoît Preteseille se dit surpris que cette délibération soit soumise à son approbation seulement aujourd'hui.

Jeanne Gailhoustet rappelle que l'école est actuellement en sous-effectif et qu'il y a des procédures à respecter dans un établissement public qui prennent du temps (avant d'être présentée au conseil d'administration, cette délibération a dû être présentée au comité social territorial).

La délibération n'appelant pas d'autre commentaire, le président procède au vote : **la délibération n°05-2025 portant sur les modalités de la mise en œuvre du télétravail est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°06 – Modification de la délibération n°15-2022 du Conseil d'administration du 30 juin 2022 relative à la mise en place des 1607 heures

Jeanne Gailhoustet souligne que cette proposition fait suite aux réunions avec le personnel administratif. Ils-elles demandent de passer à 39h00 de travail hebdomadaire au lieu de 38h45. Cette modification du temps de travail permet d'accorder deux jours de RTT supplémentaires à ces agents par an. Cette délibération s'appliquera à compter du 1^{er} avril 2025.

Gérard Desaphy souligne que les agents de la ville d'Angoulême et du GrandAngoulême ont eux aussi perdu ces journées au passage des collectivités aux 1607 heures.

Benoît Preteseille demande si les agents de la ville sont aussi à 38h45. Gérard Desaphy répond qu'il y a plusieurs régimes.

Sans autre remarque, le président procède au vote : **la délibération n°06-2025 portant sur la modification de la délibération n°15-2022 du Conseil d'administration du 30 juin 2022 relative à la mise en place des 1607 heures est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°07 – Tableau des emplois au 1^{er} avril 2025 ;

Le président informe que trois postes de PEA classe normale titulaires sont créés en prévision de la suppression de trois postes de PEA classe normale contractuels, ces derniers ayant obtenu le concours. Il ajoute que le poste de coordination pédagogique du site d'Angoulême au grade de rédacteur est pourvu au 1^{er} mars.

Concernant la création des postes de PEA, Jeanne Gailhoustet précise que l'un des agents attend des informations complémentaires sur sa carrière pour décider s'il veut ou non devenir fonctionnaire.

Théophile de Backer interroge quant à la situation de la bibliothécaire du site d'Angoulême. Jeanne Gailhoustet informe de la démission récente de cette agente. Une solution va être proposée pour ouvrir partiellement la bibliothèque jusqu'en juin. Une réflexion doit être menée pour lancer un recrutement pour la rentrée prochaine.

Pour la bibliothèque de Poitiers, la procédure de recrutement est en cours et le candidat retenu devrait prendre ses fonctions en juin, mais il est nécessaire d'en avoir la confirmation avant d'en informer l'école.

Benoît Preteseille pense que les départs successifs ne le sont pas pour convenances personnelles, mais dû à des postes, selon lui, inadaptés suite à des dysfonctionnements au niveau des RH. Il souligne qu'en décembre 2024 Jeanne Gailhoustet avait également signalé la nécessité d'un renfort en RH.

Certains agents sont en catégorie B au lieu de A. S'agissant du poste de bibliothécaire à Poitiers, il estime que c'est réglé (le poste est désormais en A). Concernant le poste de bibliothécaire à Angoulême, il serait souhaitable selon lui que le poste soit créé en catégorie A et non en B comme l'était auparavant l'agente.

À ce jour, il est impossible pour Benoît Preteseille de dire qui suit ou assure le service RH, relevant que le directeur des études d'Angoulême avait transmis un mail demandant aux PEA et AEA d'informer le service RH de leurs absences. Il relève alors ne pas savoir qu'il existait un service RH et ne pas connaître les missions RH occupées par la responsable administrative et financière et le gestionnaire RH de l'ÉESI.

Le président rappelle qu'il y a des postes vacants (notamment la secrétaire générale) et que la responsable administrative et financière a été recrutée pour travailler en binôme avec la secrétaire générale selon une répartition qui va évoluer. Il informe que les auditions à la fonction de secrétaire général·e se tiendront le 8

avril et précise alors que la responsable administrative et financière sera plus sur les aspects financiers et le-la secrétaire général·e sera plus sur les aspects RH en lien avec le gestionnaire RH.

Le président rappelle que la direction prend à bras le corps les situations RH, qu'il y a 80 situations différentes et qu'elle a l'intention d'améliorer ce qui doit l'être. La vacance de poste entraîne des surcharges à différents niveaux.

Jeanne Gailhoustet informe faire au mieux pour répondre aux urgences, mais que les vacances de postes ne facilitent pas la situation.

Pour répondre à son interrogation, elle rappelle à Benoît Preteseille que le gestionnaire RH assure les mêmes missions que l'agente partie en détachement.

À cela, il déclare qu'il ne connaissait pas non plus les missions que cette agente occupait et ajoute qu'il ne connaissait pas les missions respectives de l'ancienne secrétaire générale et de l'ancienne gestionnaire RH. Il relève là un manque de transparence auquel pourrait répondre un organigramme.

Jeanne Gailhoustet informe qu'une proposition d'organigramme a fait l'objet de plusieurs séances du Comité social territorial, mais n'ayant pas été validé, il ne peut être présenté en Conseil d'administration.

Concernant le mail adressé par les directions des études, elle informe que cela fait suite à sa demande. En effet, elle relève que les absences de PEA sont communiquées directement aux étudiant·es et ne sont connues ni du service RH, ni de la coordination pédagogique (du site d'Angoulême, plus particulièrement). Jeanne Gailhoustet note qu'il leur a paru nécessaire de faire ce type de rappel pour rétablir la capacité de transparence et connaître les calendriers.

Charles Reverchon-Billot, en sa qualité de président, insiste sur l'importance de présenter l'organigramme de l'école lors d'un prochain Conseil d'administration. Il rappelle que cette question a été abordée dès son arrivée à la présidence, soulignant ainsi la priorité qu'il accorde à la transparence et à la clarté de la structure organisationnelle. Il indique que c'est un des premiers dossiers sur lesquels la direction générale par intérim a travaillé.

Sans autre observation, le président procède au vote : **la délibération n°07-2025 portant sur le tableau des emplois au 1^{er} avril 2025 est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°08 – Réforme de matériels informatiques et techniques ;

Théophile de Backer interroge sur la possibilité de récupérer la table de sérigraphie pour le site de Poitiers. Jeanne Gailhoustet mentionne que si la table est retirée de l'inventaire à Angoulême, elle l'est également à Poitiers. Elle va vérifier le motif de sa sortie d'inventaire et informe que la suite portée à la demande dépendra de cette information.

Sans autre remarque, le président procède au vote : **la délibération n°08-2025 portant sur la réforme de matériels informatiques et techniques est adoptée à l'unanimité.**

Délibération n°09 – Modalités sur l'usage des chambres de l'appartement situé à Chasseigne

Jeanne Gailhoustet informe que l'appartement situé à Chasseigne, et dont le bail court jusqu'en décembre 2026, sert avant tout à loger les invités ou les agent·es de l'ÉESI en intersite. Elle rappelle que l'ÉESI n'a pas l'obligation de loger ses agents.

Des agent·es travaillant sur le site de Poitiers et habitant loin de leur lieu de travail ont demandé la possibilité de bénéficier de ce logement lorsque celui-ci n'était pas occupé.

Cette délibération permet donc de répondre à la demande avec pour contrepartie une contribution financière de vingt euros par nuitée.

Il est précisé qu'une convention de mise à disposition temporaire du logement sera établie entre l'agent·e et l'établissement.

Sans remarque particulière, le président procède au vote : la délibération n°09-2025 portant sur les modalités de l'usage des chambres de l'appartement situé à Chasseigne est adoptée à l'unanimité.

Délibération n°10 – Débat d'orientations budgétaires (DOB 2025)

Jeanne Gailhoustet souligne que les départs successifs ont créé des lacunes et des dysfonctionnements au sein de l'école. Il est impératif de rétablir l'ordre dans la gestion des ressources humaines et d'assurer un suivi rigoureux des carrières.

Pour exemple, l'absence de grilles d'évolution pour le personnel contractuel pose problème, entravant la progression de carrière.

Bien que la question du passage des technicien·nes d'assistance pédagogique en assistant·es d'enseignement artistique semble résolue, il est crucial de traiter les autres problèmes RH sans délai.

Jeanne Gailhoustet insiste sur le fait que la bonne gestion des ressources humaines est indispensable au bon fonctionnement de l'établissement afin de garantir un environnement de travail stable et équitable.

Le site d'Angoulême a été ouvert pendant le Festival International de la Bande Dessinée (FIBD), alors qu'il ne l'était pas depuis quelques années. Ainsi, le lien avec l'exposition qui se tenait au musée du Papier a permis à un grand nombre de visiteurs de passer à l'école pour découvrir, entre autres, un stand tenu par un libraire présentant les éditions d'ancien·nes étudiant·es, des travaux d'étudiants...

Théophile de Backer interroge sur la possibilité des étudiants de Poitiers de participer à cet événement. Si elle n'est pas contre, Jeanne Gailhoustet l'informe toutefois que la décision a été validée très tardivement et n'a pas permis de faire la proposition aux étudiants du site de Poitiers

Jeanne Gailhoustet aborde la question du renouvellement de l'accréditation de l'école. Même si le calendrier de l'accréditation par le Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres) n'est pas encore arrêté pour la vague B, par projection, il est possible d'indiquer que le travail devra commencer dès l'automne 2025. Jeanne Gailhoustet souligne que le calendrier est très serré, rappelle qu'il faut faire une autoévaluation des cinq dernières années et présenter le projet à venir. Elle informe qu'il conviendrait de mettre en place un protocole dès l'automne prochain car le dossier est très lourd et que la direction générale qui sera nommée en aura la charge.

Parole est donnée à Marie Mahéault pour les aspects budgétaires en lien avec les orientations proposées.

Hervé Jolly informe avoir fait une relecture des différents comptes rendus de Conseil d'administration et trouve des propos assez contradictoires. Pour exemple, il cite le recrutement des deux directions des études, qu'il approuve, mais qui semble engendrer un coût financier supplémentaire pour l'école alors que cela n'avait pas été annoncé comme tel.

Le président revient sur les propos de Gérard Desaphy concernant l'effort déjà important pour les collectivités de maintenir les contributions statutaires de l'ÉESI. Il précise que c'est un geste politique, assez exceptionnel, vu ce qui leur est demandé par ailleurs. S'il convient que celles-ci n'ont pas augmenté depuis 2011, il demande cependant à ce qu'il soit noté que leur maintien est déjà un acte fort, ajoutant que certains établissements publics qu'ils accompagnent n'ont pas tous eu le maintien de leur subvention.

Hervé Jolly demande où en sont les collectivités dans le vote de leur budget.

Gérard Desaphy répond que le conseil communautaire se tient fin mars. Il dit que l'effet ciseau va arriver plus vite que prévu. Le passage des bibliothécaires de catégorie B en A, cela coûte plus cher, c'est une décision de la direction générale. Il invite à rechercher de nouvelles recettes, sans quoi l'école n'y arrivera pas. Il informe que des commentaires vont être portés sur les orientations qu'il reviendra à la direction générale de retravailler.

Pour exemple, il est impossible, selon lui, de faire un apport supplémentaire dans les deux ans à venir, rappelant que le maintien des subventions va déjà être un effort conséquent.

Aussi, il mentionne que si le budget primitif, qui sera présenté lors de la séance consacrée à son vote, est à la hauteur des orientations budgétaires présentées ce jour, il ne sera pas possible de voter favorablement pour celui-ci.

Il est rejoint par Jean-Jacques Fournié qui relève également que la projection faite aujourd'hui n'est pas raisonnable.

Gérard Desaphy demande la planification d'un Dialogue de gestion, mais remercie la direction générale par intérim et les services qui ont travaillé sur ces orientations.

Il souhaite une présentation du séminaire qui s'est tenu à Ligoure et est intéressé par le point de vue des deux directeurs des études.

La trajectoire financière est difficile partout, et bien qu'il aimerait augmenter les budgets, Gérard Desaphy demande à l'établissement de tenir compte des budgets qui lui sont actuellement alloués. Il est demandé aux collectivités de faire des efforts et cela se répercute sur les structures financées par les collectivités.

Charles Reverchon-Billot indique que le budget de Grand Poitiers sera voté début avril et qu'il est prévu de maintenir la subvention de l'ÉESI au même niveau.

Pour la contribution de l'État, Juliette Rouillon-Durup informe que le budget n'est pas encore voté. Il en est de même pour la Région, la contribution pour l'ÉESI allant être votée le 19 mai 2025.

Afin de préparer le budget 2025, Marie Mahéault interroge sur le maintien des contributions statutaires pour cette année. Les partenaires publics (État, Région Nouvelle-Aquitaine, ville d'Angoulême, communauté d'agglomération de GrandAngoulême, communauté urbaine de Grand Poitiers) répondent qu'ils sont sur une trajectoire de maintien.

Benoît Preteseille souligne qu'il serait une erreur de négliger le personnel et insiste sur la nécessité d'une reconnaissance (échelon, grade, etc.) de leur engagement envers l'école pour assurer un traitement plus correct du personnel restant. Gérard Desaphy répond que le personnel a toujours été soutenu.

Le président mentionne les choix difficiles à faire dans les collectivités, comme le gel des recrutements, le non remplacement des agents, etc. Avec le GVT, la masse salariale croît, il faut contenir et préserver la masse salariale. Il souligne que 75% du budget de l'ÉESI est consacré à la masse salariale et qu'il est crucial de la préserver à ce niveau. Il serait mal perçu que les collectivités se serrent la ceinture mais pas l'ÉESI.

Zoé Lorioux-Chevalier indique que les collectivités préféreraient ne pas avoir à se poser ce type de questions, mais souligne que le contexte national nécessite de telles réflexions. Elle rappelle que certains services publics sont fermés. Il est essentiel de travailler ensemble pour préserver le bien-être des agents et assurer une qualité des enseignements, tout en tenant compte des ressources financières limitées de l'ÉESI.

Pour sa part, Gérard Desaphy souhaiterait pouvoir reconnaître et faire avancer les agents comme ils le méritent, mais se heurte à des contraintes financières qui rendent cela impossible actuellement.

Jeanne Gailhoustet entend la demande d'un compte rendu concernant le séminaire de Ligoure, mais note que la situation est encore trop confuse, face aux réalités budgétaires.

Gérard Desaphy, entendant les propos de Jeanne Gailhoustet, souhaite toutefois, dès que cela serait possible, qu'une présentation puisse avoir lieu.

Jeanne Gailhoustet ajoute que l'ÉESI n'a pas encore de réponse de la région sur la possibilité d'avoir un tarif privilégié pour le déplacement en intersite des étudiants. Thierry Perreau répond que la question a bien été posée par les trois élus de la région membres du CA et que la réponse tarde à venir. Il précise qu'il est déjà en place pour les lycéens, mais qu'il n'a pas de retour pour les étudiant-es. Est-ce la SNCF ou la région qui prendrait ces coûts à sa charge ?

Sur le sujet de l'accréditation, Juliette Rouillon-Durup rappelle le calendrier : environ un an pour l'autoévaluation car il y a des échanges/aller-retour entre l'école et les services centraux. Elle souligne que l'un des éléments de l'accréditation est la soutenabilité financière de l'établissement. Aussi, la proposition budgétaire à venir va être importante pour la procédure d'accréditation à venir.

Elle est rejointe sur ce point par le président qui souligne que la démarche d'accréditation est un travail colossal.

Sans autre échange ou remarque, il est pris acte, à l'unanimité, du débat relatif aux orientations budgétaires proposées par la direction générale par intérim.

Point d'information : Tenue des séances du Conseil d'administration en visioconférence

Le président met en avant les difficultés à atteindre le quorum et se demande s'il serait possible d'organiser des séances en visioconférence.

Juliette Rouillon-Durup répond que toutes les écoles d'art nationales et territoriales le font.

Le président interroge les membres du CA sur le format à avoir.

Si Juliette Rouillon-Durup suggère un format mixte, combinant présentiel et visioconférence, Zoé Lorioux-Chevalier insiste sur l'importance de garantir/maintenir des déplacements entre les sites.

Thierry Perreau, tout en étant favorable au format mixte, souligne que le présentiel est crucial pour maintenir le contact et appelle à une vigilance à ce sujet.

Le président propose de maintenir l'organisation des Conseils d'administration avec l'alternance des sites, insiste pour que le présentiel soit privilégié, tout en offrant la possibilité d'une participation en visioconférence.

Sur la tenue des instances en visioconférence, Jeanne Gailhoustet indique que cela est impossible pour les CST et à vérifier pour les CSPVE.

Remerciant chacun pour sa présence et les échanges qui se sont tenus, le président rappelle, avant de clore la séance, que le prochain Conseil d'administration aura lieu le jeudi 10 avril 2025 à Angoulême.

***** Fin : 12h30 *****